

SOMMET



de l'économie sociale
et solidaire

DÉCLARATION 2006

Présentée à l'occasion de la clôture du
Sommet de l'économie sociale et solidaire à Montréal

À l'occasion de ce Sommet de l'économie sociale et solidaire, nous, les actrices et acteurs de l'économie sociale issus des mouvements associatifs et communautaires, coopératifs et mutualistes, culturels, environnementaux, sociaux, syndicaux, des organismes de coopération internationale et de développement local et régional, déclarons avec fierté et détermination notre engagement en faveur de la construction d'une économie sociale et solidaire aux échelles locale, régionale, nationale et internationale.

Depuis des décennies, nous œuvrons sur tout le territoire québécois, et même à l'étranger, au développement d'un projet social et économique sans perdants, en nous inspirant des valeurs de justice, d'équité, de solidarité et de démocratie.

Aujourd'hui, nous pouvons être extrêmement fiers du bilan et des réalisations des acteurs et des partenaires de l'économie sociale. Nos efforts cumulés, notamment au cours de la dernière décennie, ont permis la mise en place de nouveaux outils, tout en consolidant ceux existants. Ils ont facilité l'émergence de nouveaux secteurs et en ont renforcé d'autres. Ils ont contribué au maintien et à la création de milliers d'emplois ainsi qu'à l'amélioration et à la constitution de nouveaux lieux d'inclusion, de mobilisation et de gouvernance donnant plus de force, ce faisant, à une citoyenneté active. Ils ont aussi permis aux femmes d'assumer un rôle de premier plan dans cette économie à valeurs ajoutées.

Ces réalisations, rappelons-le, constituent une résistance active au contexte mondial où la croissance économique génère trop souvent de la pauvreté et des inégalités, tant sociales que territoriales. L'économie sociale est un acteur majeur dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les entreprises collectives ne sont pas les seules à contribuer à la démocratisation de l'économie. Nous nous réjouissons de la force grandissante de l'investissement responsable, de l'engagement syndical dans le développement économique, des politiques publiques en faveur du développement durable, des pratiques de consommation responsable et de la responsabilité sociale des entreprises. Ainsi, l'économie sociale s'inscrit dans un mouvement plus large dont les actions contribuent à la construction d'alternatives au néolibéralisme ambiant et d'une économie solidaire et plus démocratique.

L'économie sociale est essentielle et indispensable pour la construction d'un monde plus juste et équitable. Aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire est plurielle et bien implantée dans de multiples champs d'activité. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous y engager.

L'emploi et la création de la richesse sont des préoccupations importantes pour le développement du Québec. Rappelons-nous que ce sont les êtres humains qui produisent et consomment les biens et les services, ce sont donc les individus qui doivent être au cœur des processus et des finalités de l'activité économique.

Forts de nos succès, il nous apparaît clair que notre société doit revoir collectivement les modes de partage, les façons de produire et de consommer. Il nous faut également prendre en considération l'insertion de l'économie québécoise dans l'économie mondiale et cela en poursuivant les objectifs d'équité et de justice à tous les niveaux.

Aujourd'hui, nous invitons l'ensemble des Québécoises et des Québécois à se joindre à ce mouvement pour la mise en place d'une économie solidaire visant des rapports plus légitimes entre les impératifs sociaux, économiques et environnementaux. Nous les encourageons à innover et à adopter des modes de consommation plus responsables. Nous, les actrices, acteurs et les partenaires de l'économie sociale et solidaire, sommes également déterminés à renforcer la contribution de l'économie sociale au développement durable du Québec et, par la force de nos alliances, également au développement durable ailleurs dans le monde.

Nous convions aussi les décideurs et nos représentants gouvernementaux à transformer leurs façons d'évaluer l'activité économique, passant d'une reddition de comptes simplement basée sur les résultats financiers à une triple reddition de comptes basée sur les impacts sociaux, environnementaux et financiers.

Les défis sont énormes et les échéanciers sont courts pour modifier le mode de développement actuel qui a des effets dramatiques sur l'environnement et qui favorise des écarts grandissants entre les plus riches et les plus pauvres, entre les différents territoires et entre les pays.

Pour ces raisons, nous affirmons notre engagement à poursuivre le développement de l'économie sociale. L'invitation est aussi lancée afin de développer de nouvelles alliances entre les grands secteurs de l'économie sociale et solidaire aux échelles canadienne, continentale et internationale.

Les défis que nous rencontrerons au cours de la prochaine décennie sont multiples. Afin de les relever, nous nous engageons à consacrer nos énergies à la réalisation des actions suivantes et à inciter l'ensemble des Québécoises et des Québécois à nous accompagner dans ces efforts. Nous voulons :

- **ENTREPRENDRE SOLIDAIREMENT** en reconnaissant, en maintenant et en développant la cohérence entre les missions et les préoccupations sociales, économiques et environnementales de nos entreprises et du mouvement; en consolidant nos réseaux et en développant le réseautage et l'interréseautage; en mettant de l'avant des pratiques de commercialisation et de gestion cohérentes avec les valeurs que nous défendons; en faisant davantage de place aux jeunes, aux autochtones, aux personnes handicapées et aux personnes issues de l'immigration; en travaillant en collaboration avec les gouvernements à la mise en place de politiques publiques reconnaissant les exigences des modes de gestion démocratiques et des responsabilités sociales et environnementales;
- **TRAVAILLER SOLIDAIREMENT** en assurant, comme objectif prioritaire, des emplois durables et de qualité; tout d'abord en améliorant les conditions de travail des individus œuvrant au sein de l'économie sociale et de l'action communautaire, ce qui implique un meilleur financement de ces organisations; en mettant sur pied un groupe de travail national sur les conditions de travail; en favorisant la reconnaissance, la valorisation, la qualification des travailleuses et des travailleurs; et finalement, en améliorant notre connaissance du secteur et de celles et ceux qui y travaillent;
- **INVESTIR SOLIDAIREMENT** en réseautant les actrices et acteurs du capital de développement et de la finance solidaire; en consolidant et en élargissant l'approvisionnement des outils de la finance solidaire et en travaillant à la réforme des politiques publiques afin de faciliter l'investissement solidaire;
- **DÉVELOPPER NOS TERRITOIRES SOLIDAIREMENT** en assurant que chaque région du Québec ait un accès équitable aux ressources de développement de l'économie sociale et à des outils de financement appropriés à la diversité des besoins; en appuyant les pôles régionaux dans leurs démarches d'acquisition de moyens techniques et financiers nécessaires à la réalisation de leur mission; en interpellant les élus sur l'importance de consolider les moyens mis à la disposition des entreprises et des organismes de soutien au développement de l'économie sociale;
- **CONSOMMER DE FAÇON RESPONSABLE** en établissant une meilleure synergie entre les actrices et acteurs de la consommation responsable; en prenant les devants dans l'offre de produits et services à forte contribution sociale et environnementale; en reconnaissant d'abord entre nous l'importance de la consommation responsable et en favorisant cette reconnaissance par l'ensemble des acteurs socioéconomiques; en informant la population de la contribution de l'économie sociale à la consommation responsable;
- **MONDIALISER SOLIDAIREMENT** avec nos partenaires du Sud et du Nord en mobilisant la population; en exigeant de nos gouvernements qu'ils respectent leurs engagements et en accroissant nos efforts en faveur du développement; en mettant en place des ressources qui permettent à nos partenaires du Sud de participer sur des bases égalitaires et en construisant des réseaux continentaux et intercontinentaux qui assurent la contribution pleine et entière de la société civile et de l'économie sociale et solidaire au développement d'une mondialisation sans perdants.

L'économie sociale et solidaire a progressé d'une manière considérable au Québec depuis une décennie, mais les acquis sont encore fragiles et les défis demeurent nombreux et imposants. Le développement de l'économie sociale et solidaire ne peut avancer sans une perspective d'ensemble qui fasse le lien entre le local et le planétaire, entre le lieu de production et l'acte de consommation, entre la contribution du travailleur et celle de l'investisseur solidaire. Le développement d'une économie sociale et solidaire ne peut se faire sans la mobilisation des forces vives d'une société.

À l'occasion de la clôture de ce sommet, nous nous engageons toutes et tous à poursuivre cette mobilisation pour un développement sans perdants afin que la solidarité soit plus que jamais au cœur de l'action économique partout au Québec et ailleurs dans le monde.

Montréal, le 17 novembre 2006